

Avec Silvio Caccia,  
président de l'Association  
brésilienne des ONG



## Enjeux électoraux

# L'action politique alternative doit se mettre au service d'un développement à visage humain

*A la veille des élections présidentielles, alors que l'échiquier politique devient de plus en plus confus, il semble prioritaire de trouver une grille de lecture. C'est là que l'analyse de Silvio Caccia, sociologue de 48 ans et président de l'Association brésilienne des Organisations Non-Gouvernementales (ABONG), vient à point. L'association qu'il préside regroupe en effet plus de 300 ONG importantes du Brésil, la plupart d'entre elles travaillant en collaboration étroite avec le mouvement populaire brésilien.*

*Comment caractériser l'étape que votre pays traverse?*

- Nous subissons, avec 10 ans de retard les conséquences de l'ajustement structurel, qui se traduisent par une augmentation du chômage, des coupes profondes dans les dépenses sociales, l'incurie de l'Etat face aux problèmes des gens, le transfert au privé de la gestion des sphères sociales. Ensemble, ces causes entraînent une augmentation objective de la tension. Un facteur conjoncturel déterminant vient s'ajouter: l'instabilité financière en provenance d'Asie est une source supplémentaire de préoccupation. Le Brésil est ainsi mûr pour la crise. Nous voulons l'éviter, mais notre vulnérabilité ne cesse d'augmenter. C'est un facteur qui aggrave les conséquences de l'ajustement structurel.

*Dans quelle mesure l'ajustement est-il un facteur de déstabilisation?*

- De nombreux indicateurs – et des plus variés – indiquent que cette crise provoque des tensions sociales. Le crime organisé dans les grandes villes comme Rio de Janeiro, l'augmentation incessante du trafic de drogue, le problème de plus en plus alarmant du chômage, aggravé par la reconversion industrielle qui compromet l'existence de l'industrie traditionnelle. Dans les régions rurales, poussés par le désespoir, les ouvriers agricoles occupent les terres des grands propriétaires. Heureusement, ils ont, eux, la possibilité de s'organiser en adhérant au Mou-

vement des sans terre (MST) qui exerce des pressions en faveur d'une réforme agraire distributive.

*Dans une telle ambiance, qui irait imaginer que le gouvernement actuel, puisse arriver en tête des sondages et gagner les élections?*

- Jusqu'en juin, Lula, candidat du Parti des Travailleurs (PT) et représentant du mouvement social, était à égalité avec Fernando Henrique Cardoso, l'actuel président. Celui-ci a alors lancé une campagne de communication qui lui a coûté des millions de dollars dans le but de montrer ce que le gouvernement "fait". Il a bien vendu son image. En quelques semaines, il a creusé un avantage de sept points sur Lula (ndlr: à la fin août, certains sondages pro-gouvernementaux parlaient de plus de quinze points d'avance).

*Comment expliquer un tel revirement malgré les fortes tensions sous-jacentes?*

- Il faut apporter deux éléments de réponse. Au Brésil, la durée moyenne de la scolarisation est de cinq ans, l'une des plus faibles du monde (deux fois moins qu'en Argentine, par exemple). En second lieu, la télévision est présente dans 87% des foyers brésiliens et l'on sait que les médias – et surtout la télévision – ont une influence décisive sur le comportement électoral. Au Brésil, cinq familles contrôlent le monde des médias. Rappelons ce qui s'est produit en 1992 quelque temps avant les élections: Lula, qui avait sept points d'avance sur Collor de Mello, a participé à un débat public sur la TV "O Globo", la chaîne brésilienne la plus puissante qui accapare 50% de l'audience. "O Globo" a manipulé le débat, ridiculisé Lula et vanté les mérites de Collor. Et nous savons qui a gagné.

## Fragilité de la démocratie

*Cela suppose-t-il une démocratie fragile, une démocratie "de droit" comme la qualifient les secteurs critiques?*

- Nous ne sommes pas encore en démocratie. La maîtrise des médias permet de manipuler l'opinion publique pour lui faire faire ce que l'on veut!

*Dans cette situation, quelles sont les perspecti-*

\* ABONG, un des partenaires d'E-CH, tout comme le Mouvement sans terre et la Coordination des mouvements populaires du Brésil

### *ves pour le mois d'octobre?*

- Des victoires sont possibles, surtout à l'échelon local. Des candidats engagés sur le plan social l'emporteront peut-être dans certaines provinces où des élections locales ont lieu. A l'échelon national, Cardoso sera réélu, sauf si la crise financière éclate, ce que nous ne souhaitons pas

### *Peut-on tout ramener à la droite néo-libérale?*

#### *Quels sont les manques du côté progressiste?*

- Tout n'est pas si simple. Le pouvoir a modifié la Constitution pour que Cardoso puisse briguer un second mandat. Pour y parvenir, il a corrompu des députés du Congrès. Que faire? Pour mettre fin à ces agissements, il faut une société qui soit capable de mieux contrôler les gouvernements et les politiciens. La société civile et ses organisations doivent conquérir un degré de participation encore plus élevé.

## **A la recherche d'alternatives**

### *En conséquence, on ne peut envisager de solutions qu'à long terme?*

- Pas nécessairement. Des expériences locales sont encourageantes, comme celle du "budget participatif" où les citoyens et leurs délégués arrêtent en assemblée les priorités. Ce modèle se répand rapidement. Ainsi, la ville de Porto Alegre est l'un des exemples les plus cités sur le plan mondial. Rappelons ici que la société civile brésilienne est l'une des mieux organisées en ce qui concerne les mouvements sociaux et les organisations de base.. Toutefois, cette organisation est encore insuffisante pour garantir la maîtrise stratégique des politiques économiques

### *Je reviens à ma question: la gauche présente-t-elle des faiblesses trop importantes pour se présenter comme une alternative crédible?*

- Elle n'est pas parvenue à forger un programme capable de faire front aux politiques néo-libérales. Je pense néanmoins qu'il y aurait des façons concrètes de procéder. Si nous analysons les mécanismes profonds de l'exclusion et de l'aggravation de la pauvreté, nous pourrions par exemple définir des axes prioritaires pour l'action: diviser par deux en dix ans la mortalité infantile,

dans le même laps de temps éliminer l'analphabétisme et l'illettrisme, si le fleuve d'une ville est pollué, organiser son assainissement... Nous devons donc penser aux possibilités d'améliorer nos conditions de vie, tout en favorisant une production économique soutenable. Par ailleurs, pour provoquer ces changements, mener à bien les réformes nécessaires, il faut penser à une autre coalition capable de s'opposer avec plus d'énergie à l'oligarchie qui freine tout progrès social.

### *En résumé...*

- Il faut rompre avec une certaine perplexité de la gauche et se défaire des paradigmes habituels de pensée pour chercher des programmes d'action très concrets qui garantissent un développement durable sur le plan social et environnemental.

### *Pour cela, faut-il envisager une action et un discours capables de rassembler plus de forces diverses?*

Exactement. Quel autre discours peut tenir la gauche? Prendre le pouvoir et l'Etat. Que pouvons-nous faire ensuite? Je crois que le coeur du problème réside dans la reconnaissance des forces sociales qui génèrent le changement et dans la capacité de mobiliser ces forces vers un développement à visage humain, vers un développement durable. Nous devons ouvrir des espaces pour que puissent se réaliser les potentialités de chaque personne. Et pour qu'une personne puisse donner le meilleur d'elle-même, il faut que la société le lui permette. Au Brésil, nous créons une nouvelle conception de la citoyenneté qui suppose une rupture avec la pensée néo-libérale et passe par une extension continue des droits des individus et des collectivités. Le statut de citoyen et la démocratie ne connaissent aucune limite, si ce n'est la capacité créatrice qui permet à ces acteurs collectifs d'abattre les privilèges actuels qui entraînent l'exclusion des majorités ■

*Sergio Ferrari*

*trad. Jean-François Cuennet*

